

Rapport du premier trimestre 2011



Rapport financier

pour les trois mois terminés le 30 juin 2010



1	Rapport aux actionnaires
3	Rapport de gestion
3	1. Points saillants
4	2. Introduction
5	3. À propos de CAE
5	3.1 Qui nous sommes
5	3.2 Notre vision
5	3.3 Nos activités
11	4. Variation de change
12	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
14	6. Résultats consolidés
14	6.1 Résultats d'exploitation – premier trimestre de l'exercice 2011
15	6.2 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés
15	7. Résultats par secteur
16	7.1 Secteurs civils
19	7.2 Secteurs militaires
20	8. Mouvements de trésorerie et des liquidités consolidés
21	8.1 Mouvement de trésorerie consolidés
22	9. Situation financière consolidée
22	9.1 Capital utilisé consolidé
23	10. Aquisitions d'entreprises
23	11. Modifications de conventions comptables
24	12. Mise en œuvre des normes internationales d'information financière (IFRS)
24	13. Contrôles et procédures
24	13.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information
25	14. Principales informations financières trimestrielles
26	États financiers consolidés
26	Bilans consolidés
27	États consolidés des résultats
28	États consolidés des variations en capitaux propres
29	États consolidés du résultat étendu
29	État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu
30	États consolidés des flux de trésorerie
31	Notes afférentes aux états financiers consolidés
31	Note 1 – Nature des activités et principales conventions comptables
32	Note 2 – Acquisitions d'entreprises
32	Note 3 – Participations dans des coentreprises
34	Note 4 – Comptes débiteurs
34	Note 5 – Stocks
35	Note 6 – Facilités d'emprunt et montant net des intérêts débiteurs
35	Note 7 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie et les résultats
36	Note 8 – Aide gouvernementale
36	Note 9 – Avantages sociaux futurs
37	Note 10 – Secteurs d'exploitation et secteurs géographiques

Rapport aux actionnaires

CAE publie les résultats financiers de son premier trimestre clos le 30 juin 2010. Le bénéfice net est de 39,4 millions \$CA, soit 0,15 \$CA par action, comparativement à 27,2 millions \$CA, soit 0,11 \$CA par action, au premier trimestre de l'exercice précédent, qui tenait compte d'une charge de restructuration après impôts de 18,9 millions \$CA, soit 0,07 \$CA par action. Les revenus se sont établis à 366,7 millions \$CA, en baisse de 4 %, comparativement à 383,0 millions \$CA au premier trimestre de l'exercice précédent. Les données financières sont établies en dollars canadiens.

« Nous sommes au début de la reprise des marchés et je suis encouragé de constater une augmentation de la demande pour la formation civile au premier trimestre », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous sommes en bonne position pour tirer profit de la reprise du marché civil. Nous nous dirigeons également vers un autre bon exercice en termes de prises de commandes dans nos secteurs militaires combinés où nous prévoyons une croissance des revenus de l'ordre de 10 % à 12 %. Nous avons été en mesure de conserver de bonnes marges malgré les conditions de marché difficiles. En se basant sur notre confiance en le modèle d'affaires et les perspectives de CAE, le conseil d'administration a augmenté le dividende trimestriel qui passera de 0,03 \$ à 0,04 \$ et qui sera versé le 30 septembre 2010 aux actionnaires inscrits au registre le 15 septembre 2010. »

Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) s'élève à 62,2 millions \$, soit 17,0 % des revenus.

Secteurs militaires

Les revenus de nos secteurs militaires combinés ont diminué de 2 % pour atteindre 182,2 millions \$ comparativement à 185,2 millions \$ au premier trimestre l'an dernier. Les revenus du secteur Produits de simulation sont en baisse de 2 % pour atteindre 115,8 millions \$, surtout en raison du niveau de production décalé vers la fin de l'exercice et de la contribution plus faible de la part de certains importants programmes que nous avons remportés récemment et qui en sont encore à l'étape de développement initial. De plus, nous avons dû faire face à des fluctuations défavorables de l'écart de change. Dans le secteur Formation et services associés, les revenus sont stables à 66,4 millions \$. Nous avons connu un niveau d'activité plus élevé aux États-Unis et en Europe, ce qui a été contrebalancé par une conversion de change négative.

Le résultat d'exploitation des secteurs militaires combinés s'établit à 31,8 millions \$ et la marge d'exploitation est de 17,5 % comparativement à 34,8 millions \$ et à 18,8 %, respectivement, au premier trimestre de l'exercice précédent.

Notre rendement dans les secteurs militaires combinés est plus représentatif sur une période de 12 mois étant donné que les niveaux d'activité ont tendance à varier d'un trimestre à l'autre. Nous continuons à prévoir 10 % à 12 % de croissance des revenus avec une marge d'exploitation de 15 %.

Nous avons remporté une commande portant sur la fourniture d'une solution complète de formation des techniciens de maintenance sur l'appareil CC-130J et du soutien en service pour le gouvernement du Canada, de même qu'une commande portant sur la fourniture d'un simulateur de missions C-130H pour la Force aérienne égyptienne. De plus, nous avons remporté un contrat portant sur l'exécution d'une importante mise à niveau du simulateur d'hélicoptères Puma situé au centre de formation de CAE pour le compte de la Royal Air Force britannique. Les prises de commandes des secteurs militaires combinés se chiffrent à 276,0 millions \$ ce trimestre pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,51. Le ratio s'est établi à 1,31 pour les 12 derniers mois.

Secteurs civils

Les revenus de nos secteurs civils combinés ont diminué de 7 % pour atteindre 184,5 millions \$ comparativement à 197,8 millions \$ au premier trimestre l'an dernier. Cette baisse est principalement attribuable à une diminution de 19 % des revenus du secteur Produits de simulation qui se sont établis à 66,9 millions \$, ce qui reflète les effets à long terme du ralentissement de l'industrie aéronautique civile. Notre secteur Produits de simulation atteint un niveau de faibles revenus alors que nous exécutons les commandes enregistrées durant la période de faible volume et de prix compétitifs. Au même moment, notre secteur Formation et services associés a commencé à tirer profit de la reprise du marché aéronautique civil qui est en cours. Les revenus de ce secteur ont augmenté de 3 % pour atteindre 117,6 millions \$, nonobstant l'écart de change défavorable. Ceci reflète l'augmentation de la demande pour la formation dans nos centres partout dans le monde.

Le résultat d'exploitation des secteurs civils combinés s'établit à 30,4 millions \$ et la marge d'exploitation est de 16,5 % comparativement à 37,5 millions \$ et à 19,0 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

Nous avons remporté 68,7 millions \$ de commandes pour des produits de simulation, notamment six simulateurs de vol de la part d'avionneurs en appui de leurs programmes d'aéronefs, d'un transporteur traditionnel en Amérique du Nord et d'un nouveau client en Asie. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes dans le secteur Produits de simulation s'établit à 1,03. Dans le secteur Formation et services associés, nous avons remporté des commandes d'une valeur prévue de 81,8 millions \$.

Nouveaux marchés principaux

CAE Santé a remporté cinq contrats portant sur la fourniture de son nouveau système de gestion de centres de simulation CAE Owl^{MC} à l'Université Laval, au Michener Institute for Applied Health Sciences, à l'Université d'Ottawa et à l'Hôpital Sacré-Coeur de Montréal (HSCM). Nous avons également vendu notre premier simulateur d'échocardiographie transthoracique CAE VIMEDIX^{MC} au Beth Israel Deaconess Medical Center, un hôpital d'enseignement de la Harvard Medical School.

Afin d'accélérer notre entrée dans le secteur de la simulation et de l'optimisation des mines, nous avons fait l'acquisition de Datamine, une société qui possède un éventail complet de produits et de services de consultation allant de la gestion des données tirées de l'exploration à la modélisation des corps minéralisés, en passant par la planification et la gestion opérationnelle des mines.

Nos initiatives Nouveaux marchés principaux font partie de notre stratégie à long terme visant à tirer parti des principales capacités de CAE dans les domaines de la modélisation, de la simulation et de la formation et à les transposer dans de nouveaux marchés qui cherchent à réduire les risques et à augmenter l'efficacité opérationnelle, tout comme les secteurs de la défense et de l'aviation civile où CAE est un chef de file mondial.

Autres points saillants financiers

La conversion des résultats de nos filiales autonomes en dollars canadiens a fait diminuer les revenus de 33,9 millions \$ et le bénéfice net de 6,1 millions \$ ce trimestre par rapport au premier trimestre l'an dernier.

Les flux de trésorerie disponibles affichent un montant négatif de 65,4 millions \$. Les variations du fonds de roulement hors trésorerie ont eu une incidence négative de 110,9 millions \$, principalement en raison de la baisse des comptes créditeurs et de la hausse des comptes débiteurs. Nous observons habituellement une baisse des flux de trésorerie disponibles au début de chaque nouvel exercice; cela tend à s'améliorer au fur et à mesure que l'exercice avance.

La dette nette s'établissait à 296,7 millions \$ au 30 juin 2010, en hausse de 116,9 millions \$ par rapport au dernier trimestre.

Rapport de gestion

pour le trimestre terminé le 30 juin 2010

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

Revenus en baisse par rapport au trimestre précédent et à ceux du premier trimestre de l'exercice 2010

- Les revenus consolidés se sont établis à 366,7 millions \$ ce trimestre, en baisse de 29,2 millions \$, soit 7 %, par rapport au trimestre précédent et de 16,3 millions \$, soit 4 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010.

Bénéfice net en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice 2010

- Le bénéfice net s'est élevé à 39,4 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 40,5 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une baisse de 1,1 million \$, soit 3 %, et comparativement à 27,2 millions \$ (soit 0,11 \$ par action) au premier trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 12,2 millions \$, soit 45 %;
- Abstraction faite de la charge de restructuration engagée à l'exercice précédent, le bénéfice provenant des activités poursuivies s'est élevé à 42,3 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) au trimestre précédent et à 46,1 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au premier trimestre de l'exercice 2010.

Flux de trésorerie disponibles¹ négatifs de 65,4 millions \$

- Les flux de trésorerie nets provenant des activités poursuivies se sont établis à une valeur négative de 44,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à une valeur positive de 148,7 millions \$ au trimestre précédent et à une valeur négative de 19,9 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance¹ et les autres dépenses liées aux actifs se sont élevées à 13,5 millions \$, comparativement à 26,2 millions \$ au trimestre précédent et à 9,8 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en espèces ont totalisé 7,6 millions \$ ce trimestre, au trimestre précédent et au premier trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en hausse de 152,3 millions \$

- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a augmenté de 98,7 millions \$ au cours du trimestre, pour s'établir à 58,3 millions \$;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 17,5 millions \$;
- Les autres actifs à long terme ont augmenté de 46,8 millions \$;
- La dette nette¹ s'est établie à 296,7 millions \$ ce trimestre, comparativement à 179,8 millions \$ au trimestre précédent.

COMMANDES¹

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes¹ pour le trimestre s'est établi à 1,16 (ratio combiné de 0,82 pour les secteurs civils et ratio combiné de 1,51 pour les secteurs militaires). Pour les 12 derniers mois, il était de 1,10 (ratio combiné de 0,86 pour les secteurs civils et ratio combiné de 1,31 pour les secteurs militaires);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 426,5 millions \$, comparativement à 628,1 millions \$ au trimestre précédent et à 342,9 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes s'établissait à 3 106,1 millions \$ au 30 juin 2010.

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a obtenu des contrats d'une valeur prévue de 81,8 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a remporté 68,7 millions \$ de commandes comprenant des contrats pour six simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a remporté 171,3 millions \$ de commandes pour de nouveaux systèmes d'entraînement et des mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a remporté des contrats évalués à 104,7 millions \$.

AUTRES

- Le 6 avril 2010, nous avons annoncé la conclusion d'une entente de refinancement de notre facilité de crédit existante qui devait venir à échéance en juillet 2010. La nouvelle entente de trois ans porte sur une facilité de crédit renouvelable consentie de 450 millions \$US avec la possibilité de porter le montant total à 650 millions \$US;
- Le 19 avril 2010, nous avons annoncé l'acquisition de Datamine Corporate Limited (Datamine). Datamine est un fournisseur de services et de logiciels d'optimisation des mines.

¹ Mesure hors PCGR (voir point 5).

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2011* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2011;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2010;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 11 août 2010 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), les états financiers consolidés non vérifiés et les notes qui les complètent pour le premier trimestre clos le 30 juin 2010. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du premier trimestre de l'exercice 2011. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Tous les tableaux présentés sont fondés sur des chiffres non vérifiés.

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers consolidés non vérifiés pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 et dans nos états financiers consolidés annuels que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2010. Le rapport de gestion contenu dans notre rapport annuel 2010 présente également un complément d'information au sujet de ce qui suit :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Notre capacité à exécuter la stratégie et à produire des résultats;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et les autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Acquisitions, regroupements d'entreprises et cessions;
- Risques et les incertitudes liés à notre activité;
- Procédures et moyens de contrôle;
- Rôle de surveillance du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions;
- Ou si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient, selon nous, avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire, compter que, s'attendre à, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel 2010.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des solutions intégrées de formation destinées principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous sommes concepteur, constructeur et fournisseur de produits de simulation, et nous sommes aussi prestataire de services de formation et d'autres services basés sur la simulation et la modélisation. Ces services comprennent des solutions intégrées de modélisation, de simulation et de formation destinées aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires, aux constructeurs et aux forces de défense. Nous assurons des services de formation aux pilotes et aux techniciens de maintenance dans des centres de formation situés partout dans le monde. Nous avons commencé à tirer parti de nos capacités fondamentales sur de nouveaux marchés en lançant des solutions de modélisation, de simulation et de formation technique à l'intention des fournisseurs de services et de formation dans le domaine des soins de santé et également dans le secteur minier.

Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol (FFS) qui recréent le comportement des appareils dans une large gamme de situations et de conditions ambiantes. Les systèmes visuels très perfectionnés reproduisent des centaines d'aéroports dans le monde, ainsi qu'une vaste gamme de pistes d'atterrissage et d'environnements de vol. Ajoutant le mouvement et les effets sonores à cette simulation visuelle, les simulateurs plongent les pilotes et les équipages dans un environnement d'entraînement réaliste à tous les niveaux.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâti une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale. CAE compte plus de 7 500 employés dans plus de 100 installations et centres de formation dans plus de 20 pays. Près de 90 % des revenus annuels de CAE proviennent de ses exportations et de ses activités à l'échelle mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons que CAE soit synonyme de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions. Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des solutions innovatrices et accessibles faisant appel à la modélisation et à la simulation en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et d'aider à résoudre des problèmes complexes.

3.3 Nos activités

CAE dessert essentiellement deux grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères, les centres de formation, les centres de dotation en pilotes et les organismes de formation aéronautique;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier.

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre quatre secteurs, un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun des deux marchés. Chacun des secteurs compte pour une part importante de nos résultats.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires au personnel navigant et au personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés

Notre secteur FS/C est le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le numéro deux des fournisseurs de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous exploitons le plus grand réseau de centres de formation à l'échelle mondiale. Nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale, l'aviation commerciale, les exploitants d'hélicoptères et l'aviation d'affaires. Nous offrons une gamme complète de services, notamment l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des techniciens de maintenance, la gestion des pièces de rechange des simulateurs, la gestion des stocks, l'élaboration de programmes de formation, les services de consultation et les solutions d'apprentissage en ligne. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour permettre l'étude efficace et la compréhension des données de vol enregistrées dans le but de rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et d'améliorer la maintenance et les opérations aériennes. Notre Académie mondiale CAE est le plus important réseau d'écoles de formation *ab initio* au monde avec une flotte de près de 300 appareils et une capacité de formation de plus de 1 800 élèves-pilotes chaque année. Parallèlement à l'Académie mondiale CAE, nous offrons aux compagnies aériennes une solution à long terme en matière de recrutement des pilotes grâce à notre capacité sur le plan de la dotation en pilotes. Nous nous sommes hissés à ce rang grâce à des acquisitions, à des coentreprises et à des investissements internes dans des installations neuves. Nous avons actuellement 150 FFS en service, et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans quelque 20 pays du monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des organismes de formation aéronautique (FTO) et des centres appartenant à des tiers. Nous effectuons des investissements sélectifs afin d'ajouter de nouvelles unités NESA (nombre équivalent de simulateurs actifs) dans notre réseau en vue de maintenir notre position, d'accroître notre part de marché et de répondre aux nouveaux créneaux qui pourraient s'ouvrir. Nous sommes en train d'étendre notre réseau de formation de manière à pouvoir répondre aux besoins en formation liés aux appareils en service, ces besoins étant continus et périodiques, tout en demeurant moins dépendants des nouvelles livraisons d'appareils pour assurer nos revenus.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Notre secteur PS/C est un chef de file mondial de la fourniture de matériels de simulation de vol pour l'aviation civile. Nous concevons et construisons plus de FFS et de systèmes visuels pour les avions des compagnies aériennes nationales et régionales, pour les centres de formation de tiers et pour les constructeurs OEM que n'importe quelle autre société. Nous possédons une grande expérience en matière de développement de simulateurs pour de nouveaux types d'appareils, dont plus de 25 modèles différents, auxquels se sont ajoutés récemment les Bombardier CSeries et Global Express, Boeing 747-8 et 787, Airbus A380, Embraer Phenom 100/300, Dassault Falcon 7X, ARJ21 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC) et ATR42/72-600. Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

La demande de transport aérien commercial et d'affaires a diminué sensiblement durant la récente période de récession économique mondiale, surtout en Amérique du Nord et en Europe.

Depuis lors, les chiffres du transport et du fret aériens se sont améliorés. L'Association du transport aérien international (IATA) a récemment indiqué que la demande de transport et de fret aériens avait atteint des niveaux qui n'ont pas été observés depuis le début du ralentissement économique mondial. De plus, bien qu'il reste toujours un nombre important de jets d'affaires à vendre, la situation s'améliore graduellement. En effet, il y a moins d'appareils usagés à vendre comparativement à la proportion très élevée de la flotte en activité qui a été mise en vente au plus creux du ralentissement. Du point de vue de CAE, le nombre d'appareils utilisés dicte le nombre d'équipages nécessitant de la formation. Le nombre d'appareils utilisés aux fins du transport commercial et d'affaires a augmenté du fait de la reprise de la demande de transport aérien, quoique à un rythme plus graduel. Nous prévoyons que la demande de transport aérien continuera à remonter progressivement et reprendra sa croissance à long terme lorsque la conjoncture s'améliorera. Malgré les récents revers du marché, les dernières prévisions des principaux constructeurs indiquent toujours que la flotte aérienne mondiale augmentera pour atteindre environ le double de sa taille actuelle au cours des 20 prochaines années. Ces hypothèses viennent appuyer notre stratégie sous-jacente à titre de fournisseur mondial de services de formation aéronautique.

Dans le secteur PS/C, les commandes de produits de simulation ont diminué drastiquement au cours de l'exercice 2010 en raison des contraintes des compagnies aériennes sur le plan des capitaux et de la baisse du nombre d'appareils exploités, en particulier en Amérique du Nord et en Europe. Au cours de cet exercice, nous avons réussi à conserver notre position de chef de file sur un marché restreint avec 20 ventes de simulateurs, soit une part de marché de plus de 70 %. La pression sur les prix a été extrême au chapitre des ventes de produits de simulation étant donné que moins d'occasions d'affaires s'offrent à CAE et à ses concurrents. Bien que la concurrence demeure intense, les prix semblent s'être stabilisés à leurs faibles niveaux actuels. Ces facteurs, auxquels s'est ajoutée la vigueur du dollar canadien, entraînent une baisse des marges sur les commandes enregistrées par le secteur PS/C. Étant donné que les revenus du secteur PS/C proviennent essentiellement de son carnet de commandes, celui-ci accuse habituellement un retard d'environ 12 mois sur le cycle du secteur aéronautique civil. Dans l'ensemble, les conditions s'améliorent graduellement sur le marché de l'aéronautique civile, et nous prévoyons que cela devrait se répercuter sur notre rendement à mesure que nous remplissons les commandes inscrites dans le carnet de commandes du secteur PS/C. Au premier trimestre de l'exercice 2011, nous avons remporté des commandes pour six FFS. Nous nous attendons à ce que nos ventes totales de simulateurs de vol cette année dépassent légèrement les 20 simulateurs commandés à l'exercice précédent.

Les tendances suivantes appuient notre point de vue optimiste à moyen et à long terme en ce qui concerne le marché civil :

- Carnets de commandes d'appareils;
- Nouvelles plateformes moins énergivores;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés;
- Nouvelles exigences internationales pour la certification des dispositifs de formation au vol (FSTD).

Carnets de commandes d'appareils

Pour l'année 2009, Boeing a reçu un total net de 142 commandes d'appareils neufs (commandes fermes moins les annulations) et Airbus a reçu un total net de 271 commandes. Pour le semestre clos le 30 juin 2010, le total net des commandes d'appareils pour Boeing et Airbus s'est établi à 151 et à 117, respectivement. Bien que le rythme des commandes ait considérablement ralenti en 2009 et qu'il montre de solides signes de reprise, les niveaux élevés des carnets de commandes de Boeing et d'Airbus devraient entraîner des occasions d'affaires pour l'ensemble de notre catalogue de produits et de services de formation. Pour l'année 2009, Boeing a fait état d'un total de 481 livraisons d'appareils commerciaux, tandis qu'Airbus a fait état de 498 livraisons pendant la même période. Pour le semestre clos le 30 juin 2010, Boeing a fait état de 222 livraisons d'appareils commerciaux et Airbus, de 250 livraisons.

Récemment, Airbus a annoncé qu'elle allait augmenter la production de jets de la famille A320 afin de l'amener à 40 appareils par mois d'ici le premier trimestre de 2012, tandis que Boeing a annoncé des hausses de production des appareils 777 et 747. Ces modestes hausses confirment le consensus dans le secteur selon lequel le marché de l'aviation civile est en reprise. Elles seront mises en œuvre graduellement, et devraient ultimement se traduire par une augmentation de la demande pour les produits et les services de formation.

Dans le secteur des jets d'affaires, les reports et les annulations de commandes ont poussé plusieurs constructeurs d'avions d'affaires à baisser leur taux de production.

Nouvelles plateformes moins énergivores

Les constructeurs OEM ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes qui vont stimuler à l'échelle mondiale la demande en simulateurs et en services de formation. Les Boeing 747-8 et 787, l'Airbus A350XWB, l'Embraer 190, le Dassault Falcon 7X, les jets très légers et légers Embraer Phenom 100 et Embraer Phenom 300, les jets régionaux Mitsubishi, l'ARJ21 de COMAC ainsi que le Bombardier CSeries en sont des exemples récents.

L'arrivée de nouvelles plateformes va entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour resserrer les liens avec eux et être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ainsi, au cours de l'exercice 2010, nous avons signé avec Bombardier des contrats en vertu desquels nous utiliserons notre savoir-faire en matière de simulation et de modélisation pour appuyer la conception, le développement et la validation des nouveaux avions CSeries. Nous développerons également le premier simulateur de vol CSeries. Nous avons récemment conclu un accord-cadre avec ATR qui prévoit que nous développerons le premier simulateur de vol pour le nouvel appareil ATR42/72-600. Nous avons également annoncé, le 19 juillet, la fourniture à Mitsubishi Aircraft Corporation d'un programme complet de fournisseur exclusif de solutions de formation d'une durée de 10 ans pour développer et fournir une solution de formation complète pour le nouveau jet régional Mitsubishi (MRJ). Parallèlement à cette entente, nous élargissons notre réseau de formation et développons deux simulateurs de vol (FFS) MRJ de Série CAE 7000 de même que des dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC}. Les livraisons de nouveaux modèles d'avions sont susceptibles de faire l'objet de retards sur le plan des lancements de programmes qui pourraient se répercuter sur nos propres délais de prise de commandes et de livraison.

Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Les marchés émergents tels que ceux de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien et du Moyen-Orient devraient connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité au niveau de leur trafic aérien et de l'essor économique, ainsi qu'une libéralisation progressive des politiques de transport aérien et l'apparition d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande de FFS, de centres de formation et de services de dotation en pilotes.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Le trafic passager a reculé de 3,5 % en 2009 comparativement à 2008. Nous prévoyons qu'il reprendra sa croissance à long terme. Des signes observés au cours des derniers mois indiquent que le trafic et le fret aériens ont repris de la vigueur. Au premier semestre de l'année 2010, le trafic passager a augmenté de 7,9 % par rapport au premier semestre de l'année 2009. L'IATA a récemment fait état d'une hausse de 11,9 % de la demande de transport de passagers pour juin 2010 par rapport à celle d'un an plus tôt, tandis que le fret aérien a bondi de 26,5 % en juin 2010 comparativement à juin 2009. Au cours des 20 dernières années, la croissance moyenne du trafic aérien a été de 4,8 %, et nous estimons que pour les 20 prochaines années, le trafic aérien, tant pour les passagers que pour les marchandises, atteindra cette croissance ou la surpassera légèrement. Cela est sans compter l'effet que pourrait produire tout événement majeur (instabilité politique régionale, acte terroriste, pandémie, catastrophe naturelle, forte hausse soutenue du prix du carburant, crise économique prolongée ou autres événements mondiaux).

Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a engendré partout dans le monde une demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord, ce qui a provoqué une pénurie de membres d'équipage qualifiés dans certains marchés. Ce phénomène est amplifié par le vieillissement démographique, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques. Dans les marchés émergents comme l'Inde et la Chine, on s'attend à ce que la croissance à long terme du trafic aérien soit plus forte que la croissance attendue dans les pays développés, et l'infrastructure capable de satisfaire à la demande prévue fait défaut.

Cette pénurie crée des occasions d'affaires pour la dotation en pilotes, notre formule clé en main qui inclut le recrutement, la sélection et la formation des pilotes. Elle crée aussi des débouchés pour l'Académie mondiale CAE qui regroupe actuellement 11 organismes de formation aéronautique dans le monde, ce qui en fait le plus important réseau d'écoles de formation *ab initio*. Grâce à l'Académie mondiale CAE, nous sommes en mesure de former plus de 1 800 élèves-pilotes chaque année pour leur permettre de devenir des pilotes professionnels. En outre, la pénurie mondiale de techniciens de maintenance nous donne la possibilité de placer plus rapidement nos solutions pour la formation technique. Quoique à un degré moindre, cette tendance touche aussi les agents de bord pour lesquels nous fournissons également des solutions de formation.

Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commencera à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), dont l'adoption pourrait être approuvée dans un proche avenir par les organismes de réglementation nationaux. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour mener les étudiants *ab initio* à devenir des copilotes d'avions de ligne modernes. Au quatrième trimestre de l'exercice 2010, nous avons lancé un programme bêta de MPL avec AirAsia en utilisant de nouvelles exigences fondées sur le rendement développées par Transports Canada. Si le processus MPL est adopté dans les marchés émergents comme ceux de la Chine, de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est où le besoin en pilotes qualifiés, formés de la manière la plus efficace possible, est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Nouvelles exigences internationales pour la certification des dispositifs de formation au vol

Pendant l'été 2009, l'OACI a publié une analyse stratégique définissant les exigences de simulation de vol pour la certification des dispositifs de formation au vol (FSTD) dans les 190 pays membres de l'OACI. Selon le document de l'OACI, le FSTD standard de plus haute fidélité de l'OACI (type VII) est exigé dans chacune des étapes obligatoires d'un certain nombre de formations essentielles, notamment la formation initiale et périodique, la licence MPL et la licence de pilote de ligne. Ce document confirme ainsi et reconnaît la nécessité à long terme des FSTD de haute fidélité pour ces types de formations essentielles. Les exigences de certification du simulateur de type VII de l'OACI requièrent une plus grande fidélité dans la simulation (dans la simulation visuelle, le mouvement, les effets sonores et la simulation du contrôle du trafic aérien) que celle de l'actuel simulateur de niveau D, et nous pensons qu'en raison de nos capacités de formation et de notre savoir-faire, nous serons en mesure de répondre à l'accroissement de la demande de formations plus réalistes et immersives.

MARCHÉ MILITAIRE

Nos activités dégagent des revenus dans six segments interdépendants de la chaîne de valeur du marché de la défense. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions (FMS); nous effectuons des mises à niveau de simulateurs; nous fournissons des services de maintenance et de soutien; nous fournissons des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des services professionnels fondés sur la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle; et nous avons une entreprise de logiciels appelée Presagis, qui développe et vend des solutions logicielles prêtes à l'emploi à des marchés de niveau intermédiaire.

Notre stratégie dans le marché de la défense consiste à mondialiser et à diversifier nos activités dans ce secteur. Nous avons diversifié nos sources de revenus entre plusieurs marchés nationaux et, par conséquent, plusieurs budgets de la défense afin d'accroître la prévisibilité et la résilience de nos activités dans le secteur militaire. Nous sommes l'un des principaux fournisseurs de solutions de simulation et de formation, et nous maintenons une présence locale importante dans sept pays. La mise en œuvre réussie de notre stratégie a donné lieu à des résultats favorables concrets. Au cours des deux derniers exercices (2009 à 2010), nous avons enregistré des prises de commandes records totalisant plus de 2 milliards \$ dans les secteurs militaires. La solidité et la diversité de notre clientèle et les tendances encourageantes que nous observons sur le marché mondial de la défense, plus particulièrement en ce qui a trait au créneau de la modélisation et de la simulation, nous donnent l'assurance de pouvoir poursuivre notre croissance dans un avenir prévisible.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de nos réalisations dans le monde et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement et avons des centres d'excellence dans des marchés clés, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, en Allemagne, en Australie, en Inde et à Singapour. Nous avons mis en place des procédés d'exploitation à l'échelle mondiale qui nous permettent d'accorder une grande autonomie quant à la prise de décision au sein des régions tout en exploitant la gamme complète de nos produits, services et capacités. Cela se traduit par une efficacité accrue et des relations solides avec la clientèle.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements de simulation de vol militaires. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des aéronefs de patrouille en mer et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation pour les forces terrestres et navales. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d'hélicoptères militaires dans le monde, et nous avons aussi élaboré plus de systèmes de formation et d'entraînement pour l'avion de transport Hercules C-130 que quiconque dans le monde. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main et une expertise dans l'intégration des services de formation aux forces armées du monde entier. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'entraînement sur simulateur dans plus de 60 établissements dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de services professionnels et de défense fondés sur la modélisation et la simulation.

Tendances et perspectives commerciales

Nous avons de bons antécédents en ce qui concerne le respect du budget et de l'échéancier de livraison des programmes, et nous sommes bien positionnés en vue de fournir aux forces armées des solutions pour une série de plateformes militaires utilisant des avions de transport, des avions-citernes, des hélicoptères, des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse et des avions de patrouille maritime. Ces appareils comprennent l'avion de transport C-130J Hercules, les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et P-3C Orion, l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, l'hélicoptère NH90, les avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse M-346 et Hawk, les nouvelles versions des hélicoptères S-70 et H-60, les hélicoptères de transport lourd CH-47 Chinook, les systèmes aériens sans pilote (UAS) et d'autres aéronefs qui font partie des éléments clés sur lesquels s'appuient les forces de défense à l'échelle mondiale. Nos perspectives positives reposent sur la prévision que la demande mondiale pour ces types d'appareils se maintiendra. Ces plateformes mettent en jeu de nouveaux types d'appareils nécessitant des programmes à long terme, et nous croyons que cela créera pour nous des occasions au cours des 10 années à venir. L'importance que nous accordons à ces segments de marché particuliers constitue un moyen de nous démarquer clairement en tant que sous-traitant de la défense, car nous croyons qu'ils sont essentiels au maintien de la capacité et de la préparation opérationnelle des forces armées.

Nous avons commencé à observer divers degrés de rationalisation des budgets de la défense à l'échelle mondiale. Nous croyons cependant que les facteurs suivants continuent de justifier les budgets de la défense pour les secteurs visés par nos produits et services :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- Nature actuelle des conflits, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération.

Nous prévoyons qu'environ 10 000 nouveaux aéronefs militaires seront déployés dans les flottes militaires du monde au cours des cinq prochaines années, créant une demande pour environ 300 FMS. Bien que nous ne nous intéressions pas à toutes les plateformes ni à tous les marchés à l'heure actuelle, nous pourrions répondre à une grande partie de la demande prévue.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

La volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle est un facteur supplémentaire qui contribue à stimuler nos activités dans le secteur militaire. Des organisations militaires du monde entier ont manifesté la même volonté, plus particulièrement le milieu de la défense aux États-Unis. La simulation comporte de nombreux avantages qui permettent de faire face à la menace croissante à l'échelle mondiale et aux nouvelles contraintes économiques qui font pression sur les dépenses en matière de défense. La modélisation et la simulation permettent la réalisation d'économies considérables. La U.S. Air Force estime que la formation sur appareil coûte environ 10 fois plus cher que la formation fondée sur la modélisation et la simulation. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armes sont autant d'arguments en faveur du recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Ce type de formation est essentiel afin d'assurer la préparation des forces de défense, alors qu'elles sont aux prises avec des menaces nouvelles et complexes.

***Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation
Nouvelles plateformes d'avions***

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs du secteur de la défense en vue de resserrer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs sont en train de mettre sur le marché de nouvelles plateformes qui devraient alimenter la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Ainsi, Boeing conçoit actuellement un nouvel aéronef de patrouille en mer, le P-8A Poseidon; NH Industries livre actuellement ses hélicoptères NH90; EADS est en train de promouvoir vigoureusement la série de dispositifs de formation MRTT A330 et son appareil de transport C-295 dans le monde entier; Lockheed Martin a doublé la production du C-130; Alenia Aeromacchi commercialise avec succès les avions d'entraînement de pointe M-346 pour la formation initiale des pilotes de chasse, et Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux forces armées et navales du monde entier. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation, et nous disposons de produits à différents stades de conception et de production pour y répondre.

Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens d'économiser et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. Nous avons obtenu des contrats de cette nature, ou y avons participé, au Canada, en Allemagne, en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs aéronautiques prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mises à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, plusieurs constructeurs OEM proposent aux forces armées du monde entier qui utilisent des appareils C-130 une série de mises à niveau des logiciels d'avionique, ce qui rend nécessaires d'importantes mises à niveau des systèmes de formation pour les appareils C-130 déjà en place ou d'éventuels nouveaux systèmes de formation pour ces appareils. Nous avons récemment agrandi notre centre de formation C-130 de Tampa, avec l'ajout d'un nouveau simulateur de missions C-130H doté de l'avionique de poste de pilotage tout écran. Au Royaume-Uni, la flotte d'hélicoptères Puma des Forces aériennes royales britanniques fait actuellement l'objet d'un programme visant à en prolonger la durée de vie jusqu'en 2022. Cela nous a récemment permis de conclure un contrat avec le ministère britannique de la Défense pour la mise à niveau du simulateur Puma et du programme de formation à notre centre de formation des équipages des hélicoptères moyens de soutien (MSHATF).

Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers.

Nature actuelle des conflits, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération

Demande de réseautage

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes.

Acceptation grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les logiciels d'environnement synthétique permettent aux militaires de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. À titre d'exemple, au cours des dernières années, nous avons livré au 160^e régiment d'aviation des opérations spéciales de l'Armée de terre américaine des simulateurs de missions de combat MH-47G et MH-60L dotés de l'architecture environnement commun/base de données commune (CE/CDB) développée par nous. L'architecture CE/CDB rehausse les capacités de création rapide des bases de données pour les répétitions de missions sur simulateur.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX

Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Dans le cadre d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité des soins de santé. À l'heure actuelle, nos services au secteur des soins de santé vont de la fourniture de solutions de formation fondée sur la simulation à la gestion de centres de formation de ce type.

Au cours de l'exercice précédent, CAE Santé a amélioré ses capacités dans deux domaines : les centres de formation et les solutions médicales. Nous avons tiré parti de notre vaste savoir-faire en gestion de centres de simulation aéronautique de manière à élargir notre offre de centres de simulation en soins de santé, pour inclure notamment des services de gestion de centres de formation et des solutions de formation ainsi que le lancement du système CAE OWL^{MC}, un système qui sert à optimiser le déroulement de la formation. En ce qui concerne les solutions médicales, nous sommes présents dans la formation en imagerie et en chirurgie, deux secteurs qui sont prioritaires pour nous et dans lesquels CAE Santé peut mettre à profit les principales forces de CAE en simulation et modélisation. Les acquisitions d'ICCU et de VIMEDIX nous permettent d'offrir une solution complète de formation en échographie au chevet, grâce à l'utilisation de simulateurs dans le cadre d'un programme de formation complet. L'acquisition de trois gammes de produits médicaux auprès de la société Immersion marque notre entrée dans le domaine de la formation en micromanipulation chirurgicale.

Au cours du trimestre, CAE Santé a annoncé qu'elle a remporté cinq nouveaux contrats portant sur son nouveau système de gestion de centres de simulation CAE OWL^{MC}. Les contrats ont été signés avec l'Université Laval, le Michener Institute for Applied Health Sciences, l'Université d'Ottawa et l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal (HSCM). CAE Santé a également annoncé qu'elle avait vendu son premier simulateur d'échocardiographie transthoracique CAE VIMEDIX^{MC} au Beth Israel Deaconess Medical Center, un hôpital d'enseignement de la Harvard Medical School.

CAE Santé et le Michener Institute for Applied Health Sciences ont célébré l'ouverture officielle de l'un des plus importants centres de simulation au Canada au cours du trimestre.

Marché des mines

Nous avons récemment fait l'acquisition de Datamine pour accroître notre présence dans le domaine de la simulation et de l'optimisation des mines. Le vaste catalogue de produits et de services-conseils de Datamine comprend notamment la gestion des données d'exploration, la modélisation géologique (corps minéralisés), la planification des mines et la gestion des activités minières. Cette acquisition s'inscrit dans notre stratégie à long terme visant à tirer parti de nos capacités en matière de modélisation, de simulation et de formation dans de nouveaux marchés soumis aux mêmes impératifs de réduction des risques et d'efficacité opérationnelle accrue que les secteurs de l'aviation civile et de la défense.

Nos initiatives dans le cadre du programme Nouveaux marchés principaux en sont encore à leurs débuts. Elles présentent un potentiel de croissance à long terme intéressant et offrent à CAE la possibilité de se démarquer en tant que chef de file, comme nous l'avons fait dans tous nos marchés principaux. Les résultats du programme Nouveaux marchés principaux sont comptabilisés dans le secteur FS/C.

4. VARIATION DE CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les opérations libellés en devises selon divers taux de change, comme l'exigent les PCGR.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales devises dans lesquelles sont libellées nos opérations.

Nous avons utilisé les taux de change ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 juin 2010	31 mars 2010	Augmentation (diminution)
Dollar américain (\$US)	1,06	1,02	4 %
Euro (€)	1,30	1,37	(5 %)
Livre sterling (£)	1,59	1,54	3 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les revenus et les charges étaient les suivants :

	30 juin 2010	31 mars 2010	Diminution	30 juin 2009	Diminution
Dollar américain (\$US)	1,03	1,04	(1 %)	1,17	(12 %)
Euro (€)	1,31	1,44	(9 %)	1,59	(18 %)
Livre sterling (£)	1,53	1,63	(6 %)	1,81	(15 %)

La conversion des résultats de nos filiales autonomes en dollars canadiens a fait diminuer les revenus du trimestre de 33,9 millions \$ et le bénéfice net de 6,1 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau de centres de formation civils et militaires**

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les PCGR, les gains ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans une filiale autonome sont reportés dans l'écart de conversion (cumul des autres éléments du résultat étendu), qui est présenté dans la section Capitaux propres du bilan. Tout effet d'une variation de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état des résultats de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Australie et Inde)**

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les filiales autonomes le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériel qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– **Nos activités de produits de simulation au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des devises (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en devises), une part importante des revenus annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en devises (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en devises font l'objet d'une opération de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos revenus sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les effets du mouvement des devises, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état des résultats.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos revenus futurs des risques actuels de volatilité accrue du taux de change entre le dollar canadien et le dollar US. Nous couvrons une partie des revenus de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des revenus futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars US et en euros, nous effectuons des opérations de couverture de coûts libellés en devises à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

BAIL

Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAIL) est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du BAIL, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie à court terme comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôts et des autres actifs hors exploitation) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie à court terme comprise, et des autres passifs hors exploitation).

Provenance du capital :

- Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);

- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les revenus attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des revenus de la période.

Dépenses en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance

Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie à court terme comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités d'exploitation poursuivies, dont sont soustraites toutes les dépenses en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif à court terme (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie à court terme des actifs destinés à la vente) et le passif à court terme (abstraction faite de la partie à court terme de la dette à long terme et de la partie à court terme des passifs liés aux actifs destinés à la vente).

Nombre équivalent de simulateurs actifs

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des revenus au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le bénéfice provenant des activités poursuivies, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé. Nous calculons aussi ce rendement en ajustant le bénéfice et le capital utilisé en fonction des contrats de location-exploitation ordinaires qui ne figurent pas dans le bilan.

Résultat d'exploitation sectoriel

Le résultat d'exploitation sectoriel (RES) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs d'exploitation. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur exploitation. Le RES correspond au bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées. Ces éléments sont présentés dans le rapprochement du résultat d'exploitation sectoriel total et du BAII (voir la note 10 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés intermédiaires).

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultats d'exploitation – premier trimestre de l'exercice 2011

Sommaire des résultats consolidés

(en millions, sauf les montants par action)	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010
Revenus	\$ 366,7	395,9	382,9	364,5	383,0
Résultat d'exploitation sectoriel total ¹	\$ 62,2	64,9	64,6	62,3	72,3
Charge de restructuration	\$ –	(1,9)	(3,9)	(1,1)	(27,2)
Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) ¹	\$ 62,2	63,0	60,7	61,2	45,1
<i>En pourcentage des revenus</i>	% 17,0	15,9	15,9	16,8	11,8
Intérêts débiteurs, montant net	\$ 6,9	5,5	6,5	7,4	6,6
Bénéfice des activités poursuivies (avant impôts)	\$ 55,3	57,5	54,2	53,8	38,5
Charge d'impôts	\$ 15,9	17,0	16,5	14,7	11,3
Bénéfice net	\$ 39,4	40,5	37,7	39,1	27,2
Bénéfice de base et dilué par action	\$ 0,15	0,16	0,15	0,15	0,11

Revenus en baisse de 7 % par rapport au trimestre précédent et de 4 % par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2010

Les revenus sont en baisse de 29,2 millions \$ par rapport à ceux du dernier trimestre. Ce recul est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/M ont diminué de 33,5 millions \$, soit 22 %, en raison surtout d'une baisse du niveau d'activité dans certains de nos programmes en Amérique du Nord, d'une diversification moins favorable des programmes et d'un écart de change défavorable ce trimestre;
- Les revenus du secteur FS/M se sont repliés de 2,1 millions \$, soit 3 %. Cette baisse s'explique principalement par le niveau d'activité moins élevé dans notre division Services professionnels et par un écart de change défavorable. Elle a été compensée en partie par la prolongation d'un contrat de maintenance, pour lequel le niveau d'activité a été plus élevé au cours du trimestre, et par l'accroissement des services de formation fournis;
- Les revenus du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 4,0 millions \$, soit 4 %, principalement attribuable à l'augmentation des revenus réalisés en Amérique du Nord et du Sud ainsi que dans les marchés émergents. Nous avons également réalisé des revenus plus élevés dans nos nouveaux marchés principaux (les soins de santé et les mines). Cette hausse a été annulée en partie par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien;
- Les revenus du secteur PS/C ont enregistré une hausse de 2,4 millions \$, soit 4 %, en raison surtout des niveaux de production plus élevés.

Les revenus accusent une baisse de 16,3 millions \$ par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2010. Ce recul est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/C ont diminué de 16,2 millions \$, soit 19 %, en raison surtout des plus faibles niveaux de production résultant d'une baisse des commandes enregistrées et d'un écart de change défavorable;
- Les revenus du secteur PS/M se sont repliés de 2,7 millions \$, soit 2 %, en raison principalement de l'écart de change défavorable. En outre, nous avons constaté au premier trimestre de l'exercice 2010 des revenus liés à la construction de simulateurs NH90 en Allemagne, lesquels ont été livrés au cours de l'exercice 2010. Cette baisse des revenus a été partiellement annulée par l'augmentation des travaux réalisés dans le cadre des programmes canadiens et par l'intégration dans nos résultats de l'ancienne division Défense, sécurité et aérospatiale (DSA) de Bell Aliant, acquise en mai 2009;
- Les revenus du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 2,9 millions \$, soit 3 %, principalement attribuable à l'augmentation des revenus réalisés en Amérique du Nord et du Sud, dans les activités de nos FTO et dans les marchés émergents. Nous avons également réalisé des revenus plus élevés dans nos nouveaux marchés principaux. Cette hausse a été annulée en partie par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien;
- Les revenus du secteur FS/M sont demeurés stables. L'écart de change défavorable a été annulé par la hausse des revenus de formation réalisés aux États-Unis et en Europe.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

¹ Mesure hors PCGR (voir point 5).

BAll en baisse de 0,8 million \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 17,1 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010

Pour le trimestre écoulé, le BAll s'est établi à 62,2 millions \$, soit 17,0 % des revenus. Le BAll a reculé de 0,8 million \$, soit 1 %, par rapport au trimestre précédent et augmenté de 17,1 millions \$, soit 38 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010. Aucune charge de restructuration n'a été comptabilisée ce trimestre, comparativement à une charge de 1,9 million \$ au trimestre précédent et à une charge de 27,2 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2010.

Le résultat d'exploitation sectoriel¹ total a diminué de 2,7 millions \$, soit 4 %, par rapport au dernier trimestre. Les baisses de 7,8 millions \$ et de 0,7 million \$ attribuables aux secteurs PS/M et PS/C ont été partiellement neutralisées par les hausses de 4,6 millions \$ et de 1,2 million \$ attribuables aux secteurs FS/M et FS/C, respectivement.

Le résultat d'exploitation sectoriel total s'est replié de 10,1 millions \$, soit 14 %, par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice 2010. Les baisses de 8,5 millions \$ et de 4,2 millions \$ attribuables aux secteurs PS/C et PS/M ont été atténuées par les hausses de 1,4 million \$ et de 1,2 million \$ attribuables aux secteurs FS/C et FS/M, respectivement.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Intérêts débiteurs nets en hausse de 1,4 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 0,3 million \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010

La hausse du montant net des intérêts débiteurs s'explique principalement par la baisse des intérêts capitalisés au titre des actifs en construction et par l'augmentation des autres intérêts débiteurs.

Taux d'imposition effectif de 29 % ce trimestre

Pour ce trimestre, les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 15,9 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 29 %, comparativement à 30 % au trimestre précédent et à 29 % au premier trimestre de l'exercice 2010.

6.2 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés¹

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 106,1 millions \$ à la fin du trimestre. De nouvelles commandes de 426,5 millions \$ ont été enregistrées pendant le trimestre écoulé, mais des revenus de 366,7 millions \$ ont été tirés du carnet de commandes.

Hausse de 2 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre terminé le 30 juin 2010
Carnet de commandes en début de période	3 042,8 \$
+ commandes	426,5
- revenus	(366,7)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)	3,5
Carnet de commandes en fin de période	3 106,1 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,16. Pour les douze derniers mois, il était de 1,10.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre quatre secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Les opérations intersectorielles sont comptabilisées au coût au niveau consolidé et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

¹ Mesure hors PCGR (voir point 5).

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT**Résultat d'exploitation sectoriel**

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>		T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	22,2	21,0	17,4	15,9	20,8
	%	18,9	18,5	17,0	15,5	18,1
Produits de simulation – Civil	\$	8,2	8,9	11,4	12,4	16,7
	%	12,3	13,8	15,7	19,4	20,1
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	18,0	25,8	23,4	24,3	22,2
	%	15,5	17,3	16,7	17,7	18,7
Formation et services associés – Militaire	\$	13,8	9,2	12,4	9,7	12,6
	%	20,8	13,4	18,4	16,1	18,9
Résultat d'exploitation sectoriel (RES) total	\$	62,2	64,9	64,6	62,3	72,3
Charge de restructuration	\$	–	(1,9)	(3,9)	(1,1)	(27,2)
BAII	\$	62,2	63,0	60,7	61,2	45,1

Capital utilisé¹

<i>(en millions)</i>		T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	1 007,2	969,8	995,0	1 018,9	1 093,2
Produits de simulation – Civil	\$	76,9	29,6	39,9	28,5	25,6
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	177,4	147,0	181,9	167,6	174,6
Formation et services associés – Militaire	\$	202,2	174,2	196,4	173,9	172,5
	\$	1 463,7	1 320,6	1 413,2	1 388,9	1 465,9

7.1 Secteurs civils**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011**

- Nous avons acquis une participation dans les capitaux propres du China Southern West Australian Flying College (CSW AFC) à proximité de Perth (Australie) et assurerons la gestion de l'école de formation au pilotage au sein du réseau de l'Académie mondiale CAE. CSW AFC exercera ses activités en tant que coentreprise détenue à 53 % par China Southern Airlines et à 47 % par CAE;
- Nous avons mis en service quatre nouveaux simulateurs pour l'aviation d'affaires : un FFS Bombardier Learjet 40/40XR/45/45XR convertible et un FFS Cessna Citation II à Burgess Hill, au Royaume-Uni, ainsi qu'un FFS Embraer Phenom 100/300 convertible et un FFS Dassault Falcon 50EX à Dallas, aux États-Unis.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des revenus futurs de 81,8 millions \$, notamment :

- Un contrat de trois ans avec ExecuJet Aviation Group portant sur des services de formation des pilotes et des techniciens sur plus de 30 modèles d'aéronefs, conclu par Emirates-CAE Flight Training (ECFT). La formation sera effectuée dans quatre établissements de notre réseau mondial de centres de formation aéronautique;
- Un contrat avec l'exploitant d'avions d'affaires Hangar8 pour la prestation de services de formation des pilotes sur huit modèles d'appareils;
- Un accord à long terme avec Gama Aviation pour la prestation de services de formation des pilotes, y compris l'apprentissage en ligne, sur quatre modèles d'avions Bombardier;
- Un contrat entre Vietnam Airlines et l'Académie mondiale CAE pour la fourniture de pilotes *ab initio*, dont 40 élèves-pilotes qui commenceront leur formation cette année;
- Un contrat avec l'avionneur ATR pour CAE Flightscope en vue d'offrir des services d'analyse des données de vol (FDA) et de surveillance des données de vol (FDM).

¹ Mesure hors PCGR (voir point 5).

Résultats financiers

(en millions, sauf marges d'exploitation, unités NESA et FFS déployés)

	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010
Revenus	\$ 117,6	113,6	102,4	102,8	114,7
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 22,2	21,0	17,4	15,9	20,8
Marges d'exploitation	% 18,9	18,5	17,0	15,5	18,1
Amortissements	\$ 16,0	15,5	17,1	15,7	16,9
Dépenses en immobilisations	\$ 11,5	23,9	13,0	18,9	23,7
Capital utilisé	\$ 1 007,2	969,8	995,0	1 018,9	1 093,2
Carnet de commandes	\$ 706,8	728,7	755,9	792,3	906,9
Unités NESA ¹	132	131	129	128	130
FFS déployés	150	148	146	144	142

Revenus en hausse de 4 % par rapport au trimestre précédent et de 3 % par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2010

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique par les revenus plus élevés réalisés en Amérique du Nord et du Sud ainsi que dans les marchés émergents. Nous avons également tiré des revenus plus élevés de nos nouveaux marchés principaux (les soins de santé et les mines). Cette hausse a été annulée en partie par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien.

La progression par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010 est attribuable aux revenus plus élevés réalisés en Amérique du Nord et du Sud, dans les activités de nos FTO et dans les marchés émergents. Nous avons également tiré des revenus plus élevés de nos nouveaux marchés principaux. Cette hausse a été annulée en partie par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien.

Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent et de 7 % par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 22,2 millions \$ (soit 18,9 % des revenus) pour le trimestre écoulé, comparativement à 21,0 millions \$ (soit 18,5 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 20,8 millions \$ (soit 18,1 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation sectoriel a augmenté de 1,2 million \$, soit 6 %, par rapport au dernier trimestre. Cette hausse découle essentiellement de l'augmentation des revenus et du gain sur la vente de notre placement dans un petit centre de formation en Allemagne. Elle a été annulée en partie par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien.

Le résultat d'exploitation sectoriel a augmenté de 1,4 million \$, soit 7 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des revenus, par l'incidence positive des mesures de réduction des coûts prises au cours de l'exercice 2010 et par le gain sur la vente de notre placement dans un petit centre de formation en Allemagne au cours du trimestre écoulé. Elle a été contrebalancée en partie par la réalisation d'un gain à la cession de deux FFS usagés au cours de l'exercice précédent, par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien et par les dépenses liées à nos nouveaux marchés principaux.

Dépenses en immobilisations de 11,5 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance se sont chiffrées à 3,3 millions \$ pour le trimestre, et les dépenses en immobilisations liées à la croissance ont atteint 8,2 millions \$. Nous continuons d'agrandir notre réseau de formation de manière sélective en vue d'augmenter notre part de marché et en réponse aux demandes de formation de la part de nos clients.

Capital utilisé en hausse de 37,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé est principalement attribuable aux investissements dans nos nouveaux marchés principaux, surtout à la suite de l'acquisition de Datamine.

Le carnet de commandes s'est établi à 706,8 millions \$ à la fin du trimestre

(en millions)	Trimestre terminé le 30 juin 2010
Carnet de commandes en début de période	728,7 \$
+ commandes	81,8
- revenus	(117,6)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)	13,9
Carnet de commandes en fin de période	706,8 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,70. Pour les douze derniers mois, il était de 0,86.

¹ Mesure hors PCGR (voir point 5).

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats pour les six simulateurs de vol suivants :

- Un FFS Dassault Falcon 900EX/2000EX de Série CAE 7000 pour ECFT;
- Un FFS Challenger 605 et un FFS Learjet 85 pour Bombardier Aéronautique;
- Un FFS de Série CAE 7000 pour ATR pour le nouvel appareil ATR42/72-600;
- Un FFS Airbus A320 pour Vietnam Airlines;
- Un FFS Boeing 737 pour un client dont l'identité demeure confidentielle.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges d'exploitation)

		T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010
Revenus	\$	66,9	64,5	72,6	63,9	83,1
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	8,2	8,9	11,4	12,4	16,7
Marges d'exploitation	%	12,3	13,8	15,7	19,4	20,1
Amortissement	\$	1,5	1,7	1,6	1,7	1,5
Dépenses en immobilisations	\$	1,4	12,3	0,6	0,5	1,3
Capital utilisé	\$	76,9	29,6	39,9	28,5	25,6
Carnet de commandes	\$	251,7	252,4	244,1	254,5	293,6

Revenus en hausse de 4 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 19 % par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2010

La hausse des revenus par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par l'augmentation des niveaux de production.

Le recul par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010 découle surtout de la diminution des niveaux de production par suite d'une baisse des commandes enregistrées et de l'écart de change défavorable.

Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 8 % par rapport au trimestre précédent et de 51 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 8,2 millions \$ (soit 12,3 % des revenus) pour le trimestre, comparativement à 8,9 millions \$ (soit 13,8 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 16,7 millions \$ (soit 20,1 % des revenus) pour le premier trimestre de l'exercice 2010.

Le recul par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la baisse des marges sur les projets découlant des conditions de marché difficiles.

La diminution par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010 est essentiellement attribuable à la baisse des marges sur les projets découlant des conditions de marché difficiles, à l'utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de recherche et développement en coûts partagés et à une baisse de volume, comme il est indiqué précédemment.

Capital utilisé en hausse de 47,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse du capital utilisé par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la réduction des comptes créditeurs et des charges à payer.

Carnet de commandes stable par rapport à celui du trimestre précédent

(en millions)	Trimestre terminé le 30 juin 2010
Carnet de commandes en début de période	252,4 \$
+ commandes	68,7
- revenus	(66,9)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)	(2,5)
Carnet de commandes en fin de période	251,7 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,03. Pour les douze derniers mois, il était de 0,87.

7.2 Secteurs militaires

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a remporté 171,3 millions \$ de commandes ce trimestre, notamment :

- Un système de formation théorique complet pour les appareils C-130 et KDC-10 exploités par les Forces aériennes royales néerlandaises pour le ministère néerlandais de la Défense;
- Un contrat pour une solution complète de formation des techniciens de maintenance sur l'appareil CC-130J pour le gouvernement du Canada accordé à CAE par Lockheed Martin;
- Un contrat pour exécuter une importante mise à niveau du simulateur d'hélicoptères Puma situé au centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien de CAE à la base Benson de la Royal Air Force (RAF) pour le ministère de la Défense du Royaume-Uni;
- Un contrat portant sur la conception et la construction d'un simulateur de missions C-130H pour les forces aériennes égyptiennes accordé par l'U.S. Air Force. Le contrat a été octroyé à CAE USA dans le cadre du programme de vente de matériel militaire à l'étranger des États-Unis.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>		T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010
Revenus	\$	115,8	149,3	140,4	137,4	118,5
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	18,0	25,8	23,4	24,3	22,2
Marges d'exploitation	%	15,5	17,3	16,7	17,7	18,7
Amortissement	\$	2,5	2,8	2,7	3,2	2,6
Dépenses en immobilisations	\$	1,8	0,9	2,3	1,1	1,5
Capital utilisé	\$	177,4	147,0	181,9	167,6	174,6
Carnet de commandes	\$	921,2	868,0	815,3	889,8	1 072,5

Revenus en baisse de 22 % par rapport au trimestre précédent et de 2 % par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2010

La diminution par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la baisse du niveau d'activité de certains de nos programmes nord-américains, à une diversification moins favorable des programmes et à l'écart de change défavorable pour le trimestre écoulé.

Le recul par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010 s'explique surtout par l'écart de change défavorable. En outre, nous avons constaté au premier trimestre de l'exercice 2010 des revenus liés à la construction de simulateurs NH90 en Allemagne, lesquels ont été livrés au cours de l'exercice 2010. Cette baisse des revenus a été partiellement annulée par l'augmentation des travaux réalisés dans le cadre des programmes canadiens et par l'intégration dans nos résultats de la division DSA acquise en mai 2009.

De plus, certains importants programmes que nous avons remportés récemment en sont encore à l'étape du développement initial et n'ont pas encore atteint leur pleine phase de constatation des revenus.

Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 30 % par rapport au trimestre précédent et de 19 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 18,0 millions \$ (soit 15,5 % des revenus) pour le trimestre écoulé, comparativement à 25,8 millions \$ (soit 17,3 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 22,2 millions \$ (soit 18,7 % des revenus) pour le premier trimestre de l'exercice 2010.

Le recul par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable au niveau d'activité moins élevé, comme il est expliqué ci-dessus, et à l'utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de recherche et développement en coûts partagés.

La diminution par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010 s'explique surtout par l'utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de recherche et développement en coûts partagés et par l'écart de change défavorable. De plus, le résultat du premier trimestre de l'exercice 2010 tenait compte de la construction de simulateurs NH90 en Allemagne qui ont été livrés au cours de l'exercice 2010. Cette baisse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010 a été partiellement compensée par l'accroissement des travaux réalisés dans le cadre des programmes canadiens et par l'intégration dans nos résultats de la division DSA acquise en mai 2009.

Capital utilisé en hausse de 30,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la réduction des comptes créditeurs et des charges à payer ainsi qu'à l'augmentation des contrats en cours.

Augmentation de 6 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre terminé le 30 juin 2010
Carnet de commandes en début de période	868,0 \$
+ commandes	171,3
- revenus	(115,8)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)	(2,3)
Carnet de commandes en fin de période	921,2 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,48. Pour les douze derniers mois, il était de 1,08.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a remporté des commandes de 104,7 millions \$ au cours du trimestre, notamment :

- Un contrat de six ans pour poursuivre la prestation d'un éventail de services de soutien à la formation et de maintenance au centre de simulation Hans E. Drebing de l'école d'aviation German Army Aviation School à Bückeburg, octroyé par l'organisme chargé des approvisionnements en Allemagne (le BWB, Bundesamt für Wehrtechnik und Beschaffung);
- La gestion par CAE du soutien en service dans le cadre du programme de formation des techniciens de maintenance du CC-130J à la base des Forces canadiennes à Trenton jusqu'à la mi-2016 à la suite de la livraison de l'ensemble de dispositifs de formation des techniciens de maintenance de l'avion CC-130J dont il est question ci-dessus dans la section PS/M.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010
Revenus	\$ 66,4	68,5	67,5	60,4	66,7
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 13,8	9,2	12,4	9,7	12,6
Marges d'exploitation	% 20,8	13,4	18,4	16,1	18,9
Amortissement	\$ 2,9	2,3	3,0	2,6	2,3
Dépenses en immobilisations	\$ 7,6	11,4	8,2	5,8	5,5
Capital utilisé	\$ 202,2	174,2	196,4	173,9	172,5
Carnet de commandes	\$ 1 226,4	1 193,7	1 101,8	1 098,2	1 005,2

Revenus en baisse de 3 % par rapport au trimestre précédent et stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010

La baisse par rapport au trimestre précédent découle surtout du niveau d'activité moins élevé dans notre division Services professionnels et de l'écart de change défavorable. Cette diminution a été annulée en partie par la prolongation d'un contrat de maintenance pour lequel le niveau d'activité a été plus élevé ce trimestre et par l'accroissement des services de formation fournis.

Les revenus sont demeurés stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010. L'écart de change défavorable a été annulé par les revenus de formation plus élevés aux États-Unis et en Europe.

Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 50 % par rapport au trimestre précédent et de 10 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 13,8 millions \$ (soit 20,8 % des revenus) pour le trimestre écoulé, comparativement à 9,2 millions \$ (soit 13,4 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 12,6 millions \$ (soit 18,9 % des revenus) pour le premier trimestre de l'exercice 2010.

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par les marges plus élevées générées ce trimestre par la prolongation d'un contrat de maintenance, comme il est expliqué ci-dessus, pour lequel les marges varient en fonction de la quantité de travail requise, en plus de l'accroissement des services de formation fournis au cours du trimestre. Cette augmentation a été partiellement annulée par l'écart de change défavorable.

La hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010 découle principalement du volume accru et de l'augmentation des dividendes liés à un placement de FS/M au Royaume-Uni, neutralisée en partie par l'écart de change défavorable.

Capital utilisé en hausse de 28,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à l'augmentation des comptes débiteurs et à la réduction des comptes créditeurs et des charges à payer.

Augmentation de 3 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 juin 2010
Carnet de commandes en début de période	1 193,7 \$
+ commandes	104,7
- revenus	(66,4)
+/- ajustements (principalement l'écart de change)	(5,6)
Carnet de commandes en fin de période	1 226,4 \$

Pour le trimestre, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,58. Pour les douze derniers mois, il était de 1,77.

Rendement combiné des secteurs militaires

Les revenus se sont chiffrés à 182,2 millions \$ pour le trimestre écoulé, comparativement à 217,8 millions \$ pour le trimestre précédent et à 185,2 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2010.

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 31,8 millions \$ (soit 17,5 % des revenus) pour le trimestre écoulé, comparativement à 35,0 millions \$ (soit 16,1 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 34,8 millions \$ (soit 18,8 % des revenus) au premier trimestre de l'exercice 2010.

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,51 pour le trimestre et à 1,31 pour les douze derniers mois.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET DES LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons de façon dynamique nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>Trimestres terminés les (en millions)</i>	30 juin 2010	31 mars 2010	30 juin 2009
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies*	66,6 \$	87,6 \$	48,1 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(110,9)	61,1	(68,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies	(44,3) \$	148,7 \$	(19,9) \$
Dépenses en immobilisations liées à la maintenance ¹	(8,5)	(23,0)	(8,3)
Autres actifs	(5,0)	(3,2)	(1,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	-	-	7,6
Dividendes versés	(7,6)	(7,6)	(7,6)
Flux de trésorerie disponibles ¹	(65,4) \$	114,9 \$	(29,7) \$
Dépenses en immobilisations liées à la croissance ¹	(13,8)	(25,5)	(23,7)
Frais de développement reportés	(3,0)	(5,2)	(3,1)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	(7,7)	1,5	0,7
Acquisitions d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(18,1)	(5,1)	(17,7)
Coentreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(1,9)	-	-
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	0,4	(11,7)	(5,9)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(109,5) \$	68,9 \$	(79,4) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

¹ Mesure hors PCGR (voir point 5).

Flux de trésorerie disponibles négatifs de 65,4 millions \$ pour le trimestre écoulé

Le recul par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la diminution des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies. Les variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, habituelles au début de chaque nouvel exercice, résultent essentiellement de la diminution des comptes créditeurs et des charges à payer et de l'augmentation des comptes débiteurs.

Par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010, le repli découle surtout des variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, facteur partiellement compensé par la hausse des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies.

Dépenses en immobilisations de 22,3 millions \$ pour le trimestre écoulé

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance de 13,8 millions \$ ce trimestre ont appuyé nos engagements antérieurs. Nous poursuivons l'expansion sélective de notre réseau de formation pour tenir compte de notre part de marché supplémentaire et pour répondre aux demandes de nos clients en matière de formation. Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance se sont chiffrées à 8,5 millions \$ pour le trimestre.

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**9.1 Capital utilisé consolidé¹**

<i>(en millions)</i>	Au 30 juin 2010	Au 31 mars 2010
Utilisation du capital :		
Fonds de roulement hors trésorerie ¹	58,3 \$	(40,4) \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 164,7	1 147,2
Autres actifs à long terme	558,5	511,7
Autres passifs à long terme	(293,6)	(282,9)
Total du capital utilisé	1 487,9 \$	1 335,6 \$
Provenance du capital :		
Dette nette ¹	296,7 \$	179,8 \$
Capitaux propres	1 191,2	1 155,8
Provenance du capital	1 487,9 \$	1 335,6 \$

Capital utilisé en hausse de 152,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé est principalement attribuable à l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie, des autres actifs à long terme et des immobilisations corporelles, facteurs neutralisés en partie par la hausse des autres passifs à long terme.

Notre rendement du capital utilisé¹ (RCU) s'est élevé à 12,3 % (soit 11,7 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour le trimestre écoulé, comparativement à 13,9 % (soit 12,8 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 98,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est principalement attribuable à la réduction des comptes créditeurs et des charges à payer ainsi qu'à l'augmentation des comptes débiteurs et des contrats en cours.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 17,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse résulte surtout des dépenses en immobilisations de 22,3 millions \$ et des variations de change de 8,5 millions \$, facteurs neutralisés en partie par l'amortissement de 18,0 millions \$.

Augmentation de la dette nette de 116,9 millions \$ pour le trimestre écoulé

La hausse de 116,9 millions \$ découle principalement de la diminution nette de la trésorerie, avant le produit et le remboursement de la dette à long terme et de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur notre dette libellée en devises.

¹ Mesure hors PCGR (voir point 5).

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Trimestre terminé le 30 juin 2010
Dette nette en début de période	179,8 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	109,5
Acquisitions d'entreprises, coentreprises et autres	0,2
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	7,2
Augmentation de la dette nette pour la période	116,9 \$
Dette nette en fin de période	296,7 \$

Au cours du trimestre, nous avons refinancé notre facilité de crédit qui devait venir à échéance en juillet 2010. L'entente porte sur une facilité de crédit renouvelable consentie de 450 millions \$US sur trois ans avec la possibilité de porter le montant total à 650 millions \$US.

Nous avons également conclu une entente pour vendre certains comptes débiteurs jusqu'à concurrence de 50 millions \$.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus nous permettront de poursuivre notre croissance, de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Augmentation des capitaux propres de 35,4 millions \$ pour le trimestre écoulé

La hausse des capitaux propres est principalement attribuable au bénéfice net de 39,4 millions \$ et à l'inscription d'un montant positif de 1,9 million \$ au titre du cumul des autres éléments du résultat étendu, facteurs neutralisés en partie par des dividendes versés de 7,6 millions \$.

Information sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 juin 2010, nous avons au total 256 567 945 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 442,1 millions \$.

Au 30 juillet 2010, nous avons au total 256 567 945 actions ordinaires émises et en circulation.

10. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES**Datamine Corporate Limited**

En avril 2010, nous avons fait l'acquisition de Datamine Corporate Limited (Datamine) pour une contrepartie de 23,9 millions \$ en trésorerie, frais d'acquisition compris et exclusion faite des ajustements du fonds de roulement, et de 2,7 millions \$ supplémentaires à verser ultérieurement. Datamine est un fournisseur de services et de logiciels d'optimisation des mines. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

Academia Aeronautica de Evora S.A.

En juin 2010, nous avons acquis le reste de la participation sans contrôle dans Academia Aeronautica de Evora S.A. pour une contrepartie de 0,4 million \$ en trésorerie.

L'écart d'acquisition constaté à l'égard de ces opérations s'élève à 16,3 millions \$ et n'est pas déductible aux fins fiscales. Un actif incorporel au titre des relations avec la clientèle de 3,4 millions \$, un actif incorporel au titre de la technologie de 3,4 millions \$ et un actif incorporel au titre de l'appellation commerciale de 0,8 million \$ ont été constatés dans le cadre de ces opérations. Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats d'exploitation ont été pris en compte dans nos résultats consolidés à partir de la date des acquisitions respectives. L'actif net lié à ces acquisitions est inclus dans le secteur Formation et services associés – Civil.

11. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Il n'y a eu aucune modification des conventions comptables au cours du trimestre écoulé.

12.2 MISE EN ŒUVRE DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les PCGR canadiens le 1^{er} janvier 2011 pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Bien que les principes et le cadre conceptuel des PCGR canadiens et des IFRS soient semblables, ils diffèrent considérablement en ce qui concerne la constatation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir.

Nous prévoyons dresser nos états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2011 conformément aux IFRS.

Plan de transition aux IFRS

Nous avons élaboré un plan de transition détaillé pour convertir nos états financiers consolidés des PCGR du Canada aux IFRS. De plus amples renseignements concernant les étapes, les principales activités et l'état d'avancement du plan sont fournis à la section 10.2, *Modifications futures de normes comptables*, de notre rapport de gestion de l'exercice 2010 daté du 13 mai 2010.

Aucune modification importante n'a été apportée au plan depuis cette date, et la mise en œuvre se déroule comme prévu.

13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

13.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Au premier trimestre terminé le 30 juin 2010, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société examinent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et procèdent à une évaluation chaque trimestre. À la fin du premier trimestre, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière étaient satisfaits de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)</i>	T1	T2	T3	T4	Depuis le début de l'exercice
Exercice 2011					
Revenus	\$ 366,7	1)	1)	1)	366,7
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 39,4	1)	1)	1)	39,4
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,15	1)	1)	1)	0,15
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,15	1)	1)	1)	0,15
Bénéfice net	\$ 39,4	1)	1)	1)	39,4
Bénéfice de base par action	\$ 0,15	1)	1)	1)	0,15
Bénéfice dilué par action	\$ 0,15	1)	1)	1)	0,15
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	1)	1)	1)	256,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,6	1)	1)	1)	256,6
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	\$ 1,03	1)	1)	1)	1,03
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,31	1)	1)	1)	1,31
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,53	1)	1)	1)	1,53
Exercice 2010					
					Total
Revenus	\$ 383,0	364,5	382,9	395,9	1 526,3
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Bénéfice net	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Bénéfice de base par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Bénéfice dilué par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	255,4	255,6	255,9	256,4	255,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,4 ²⁾	255,6 ²⁾	255,9 ²⁾	256,4 ²⁾	255,8 ²⁾
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	\$ 1,17	1,10	1,06	1,04	1,09
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,59	1,57	1,56	1,44	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,81	1,80	1,73	1,63	1,74
Exercice 2009					
					Total
Revenus	\$ 392,1	406,7	424,6	438,8	1 662,2
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 48,2	49,2	52,1	52,7	202,2
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice net	\$ 47,3	49,0	52,1	52,7	201,1
Bénéfice de base par action	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice dilué par action	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	254,3	254,9	254,9	254,9	254,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,1	255,4	254,9 ²⁾	254,9 ²⁾	255,0
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	\$ 1,01	1,04	1,21	1,25	1,13
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,58	1,56	1,60	1,62	1,59
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,99	1,97	1,90	1,79	1,91

¹⁾ Information non disponible.

²⁾ Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les périodes présentées, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

Bilans consolidés

<i>(chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Au 30 juin 2010	Au 31 mars 2010
Actif		
<i>Actif à court terme</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	200,5 \$	312,9 \$
Comptes débiteurs (note 4)	260,9	237,5
Contrats en cours	237,7	220,6
Stocks (note 5)	136,7	126,9
Charges payées d'avance	33,6	33,7
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	30,1	24,3
Impôts sur les bénéfices futurs	5,2	7,1
	904,7 \$	963,0 \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 164,7	1 147,2
Impôts sur les bénéfices futurs	83,1	82,9
Actifs incorporels	139,7	125,4
Écart d'acquisition	182,5	161,9
Autres actifs	153,2	141,5
	2 627,9 \$	2 621,9 \$
Passif et capitaux propres		
<i>Passif à court terme</i>		
Comptes créditeurs et charges à payer	415,1 \$	467,8 \$
Acomptes sur contrats	212,0	199,7
Partie à court terme de la dette à long terme (note 6)	53,6	51,1
Impôts sur les bénéfices futurs	18,8	23,0
	699,5 \$	741,6 \$
Dette à long terme (note 6)	443,6	441,6
Gains reportés et autres passifs à long terme	204,8	200,5
Impôts sur les bénéfices futurs	88,8	82,4
	1 436,7 \$	1 466,1 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	442,1 \$	441,5 \$
Surplus d'apport	12,1	10,9
Bénéfices non répartis	950,5	918,8
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(213,5)	(215,4)
	1 191,2 \$	1 155,8 \$
	2 627,9 \$	2 621,9 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des résultats

(Chiffres non vérifiés)

Trimestres terminés les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2010	2009
Revenus	366,7 \$	383,0 \$
Bénéfice avant charge de restructuration, intérêts et impôts	62,2 \$	72,3 \$
Charge de restructuration	–	27,2
Bénéfice avant intérêts et impôts (note 10)	62,2 \$	45,1 \$
Intérêts débiteurs, montant net (note 6)	6,9	6,6
Bénéfice avant impôts	55,3 \$	38,5 \$
Charge d'impôts	15,9	11,3
Bénéfice net	39,4 \$	27,2 \$
Bénéfice de base et dilué par action	0,15 \$	0,11 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	256,5	255,4
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué) ¹⁾	256,6	255,4

¹⁾ Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour le trimestre terminé le 30 juin 2009, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

(Chiffres non vérifiés)

Trimestre terminé le 30 juin 2010

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
Solde au début de la période	256 516 994	441,5 \$	10,9 \$	918,8 \$	(215,4) \$	1 155,8 \$
Options sur actions exercées	39 200	0,3	–	–	–	0,3
Transfert sur exercice d'options sur actions	–	0,2	(0,2)	–	–	–
Dividendes en actions	11 751	0,1	–	(0,1)	–	–
Rémunération à base d'actions	–	–	1,4	–	–	1,4
Bénéfice net	–	–	–	39,4	–	39,4
Dividendes	–	–	–	(7,6)	–	(7,6)
Autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–	1,9	1,9
Solde à la fin de la période	256 567 945	442,1 \$	12,1 \$	950,5 \$	(213,5) \$	1 191,2 \$

Le total des *bénéfices non répartis* et du *cumul des autres éléments du résultat étendu* pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 s'élevait à 737,0 millions \$ (741,1 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2009).

(Chiffres non vérifiés)

Trimestre terminé le 30 juin 2009

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
Solde au début de la période	255 146 443	430,2 \$	10,1 \$	805,0 \$	(47,5) \$	1 197,8 \$
Options sur actions exercées	401 745	2,1	–	–	–	2,1
Transfert sur exercice d'options sur actions	–	1,1	(1,1)	–	–	–
Dividendes en actions	11 924	0,1	–	(0,1)	–	–
Rémunération à base d'actions	–	–	0,8	–	–	0,8
Bénéfice net	–	–	–	27,2	–	27,2
Dividendes	–	–	–	(7,6)	–	(7,6)
Autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–	(35,9)	(35,9)
Solde à la fin de la période	255 560 112	433,5 \$	9,8 \$	824,5 \$	(83,4) \$	1 184,4 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

*(Chiffres non vérifiés)**Trimestres terminés les 30 juin**(montants en millions de dollars canadiens)*

	2010	2009
Bénéfice net	39,4 \$	27,2 \$
Autres éléments du résultat étendu, nets d'impôts :		
Écart de conversion		
Gains (pertes) de change nets à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	15,5 \$	(54,2) \$
Variation nette des pertes sur certaines dettes à long terme libellées en devises et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes	(4,2)	(1,9)
Reclassement aux résultats	(0,3)	-
Impôts	-	1,7
	11,0 \$	(54,4) \$
Variations nettes dans la couverture des flux de trésorerie		
Variation nette des (pertes) gains sur produits dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(4,4) \$	13,2 \$
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	(8,4)	13,3
Impôts	3,7	(8,0)
	(9,1) \$	18,5 \$
Total des autres éléments du résultat étendu	1,9 \$	(35,9) \$
Résultat étendu	41,3 \$	(8,7) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu

*(Chiffres non vérifiés)**Au 30 juin 2010**(montants en millions de dollars canadiens)*

	Écart de conversion	Couverture des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(226,4) \$	11,0 \$	(215,4) \$
Détail des autres éléments du résultat étendu :			
Variation nette des gains (pertes)	11,3	(4,4)	6,9
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	(0,3)	(8,4)	(8,7)
Impôts	-	3,7	3,7
Total des autres éléments du résultat étendu	11,0 \$	(9,1) \$	1,9 \$
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	(215,4) \$	1,9 \$	(213,5) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

(chiffres non vérifiés)

Trimestres terminés les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	39,4 \$	27,2 \$
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Amortissement	18,0	19,3
Amortissement des frais de financement	0,2	0,2
Amortissement des actifs incorporels et d'autres actifs	4,9	4,0
Impôts sur les bénéfices futurs	4,2	7,0
Crédits d'impôt à l'investissement	(1,1)	(1,7)
Régimes de rémunération à base d'actions	5,7	0,8
Avantages sociaux futurs, montant net	1,3	(0,7)
Amortissement des autres passifs à long terme	(1,8)	(1,8)
Autres	(4,2)	(6,2)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie (note 7)	(110,9)	(68,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	(44,3) \$	(19,9) \$
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis (note 2)	(18,1) \$	(17,7) \$
Coentreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(1,9)	–
Dépenses en immobilisations	(22,3)	(32,0)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	–	7,6
Frais de développement reportés	(3,0)	(3,1)
Autres	(5,0)	(1,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(50,3) \$	(46,7) \$
Activités de financement		
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction et du rajustement lié à la comptabilité de couverture	5,4 \$	145,2 \$
Remboursement de la dette à long terme	(7,1)	(84,5)
Produit tiré des contrats de location-acquisition	–	16,9
Remboursement de contrats de location-acquisition	(1,2)	(0,4)
Dividendes versés	(7,6)	(7,6)
Émissions d'actions ordinaires	0,3	2,1
Autres	(8,0)	(1,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(18,2) \$	70,3 \$
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	0,4 \$	(5,9) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(112,4) \$	(2,2) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	312,9	195,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	200,5 \$	193,0 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiés)

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. (la Société) conçoit, fabrique et fournit de l'équipement et des services de simulation, et met au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les aviateurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé et le secteur minier. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en quatre secteurs :

- i) Produits de simulation – Civil : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- ii) Produits de simulation – Militaire : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iii) Formation et services associés – Civil : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés;
- iv) Formation et services associés – Militaire : fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation.

Caractères saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend ses matériels directement aux compagnies aériennes. Il est donc directement exposé aux phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (vacances, etc.), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Depuis toujours, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes des secteurs militaires peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) exige que la direction de CAE (la direction) fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et les montants des revenus et des charges de la période concernée. La direction revoit régulièrement ses estimations, particulièrement celles qui se rapportent à la comptabilisation des contrats à long terme, aux durées de vie utile, aux avantages sociaux futurs, aux impôts sur les bénéfices, à la dépréciation d'actifs à long terme, aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à la juste valeur de certains instruments financiers, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, d'après la connaissance que la direction a des événements actuels et des mesures que la Société est susceptible de prendre à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Principes comptables généralement reconnus et présentation des états financiers

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR.

Ces états financiers consolidés ont été dressés conformément aux PCGR applicables aux états financiers intermédiaires et selon les mêmes principes que les états financiers consolidés annuels produits par CAE pour son exercice clos le 31 mars 2010.

Ces états financiers consolidés ne donnent cependant pas tous les renseignements que doivent fournir les états financiers consolidés annuels. Une description détaillée des conventions comptables utilisées par CAE figure dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2010, que l'on peut consulter sur le Web, à www.sedar.com, à www.sec.gov et sur le site de la Société à www.cae.com. La direction estime que les renseignements fournis dans le présent rapport sont suffisants et mettent bien en évidence tous les changements importants survenus au cours du trimestre. Pour autant, ces états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés fournis dans le plus récent rapport annuel.

À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens dans les présents états financiers consolidés.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de CAE inc. et de toutes les filiales dans lesquelles elle détient une participation majoritaire, ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont elle est la principale bénéficiaire. Ils comprennent également la quote-part revenant à la Société de l'actif, du passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation (voir la note 3). Tous les comptes et opérations intersociétés importants ont été éliminés. Les participations sur lesquelles la Société exerce une influence notable sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les placements de portefeuille sont comptabilisés à leur juste valeur sauf s'il n'existe aucun cours sur un marché actif.

NOTE 2 – ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Datamine Corporate Limited

En avril 2010, la Société a fait l'acquisition de Datamine Corporate Limited (Datamine) pour une contrepartie de 23,9 millions \$ en trésorerie, frais d'acquisition compris et exclusion faite des ajustements du fond de roulement, et de 2,7 millions \$ supplémentaires à verser ultérieurement. Datamine est un fournisseur de services et de logiciels d'optimisation des mines. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

Academia Aeronautica de Evora S.A.

En juin 2010, la Société a acquis le reste de la participation sans contrôle dans Academia Aeronautica de Evora S.A. pour une contrepartie de 0,4 million \$ en trésorerie.

L'écart d'acquisition constaté à l'égard de ces opérations s'élève à 16,3 millions \$ et n'est pas déductible aux fins fiscales. Un actif incorporel au titre des relations avec la clientèle de 3,4 millions \$, un actif incorporel au titre de la technologie de 3,4 millions \$ et un actif incorporel au titre de l'appellation commerciale de 0,8 million \$ ont été constatés dans le cadre de ces opérations. Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats d'exploitation ont été pris en compte dans nos résultats consolidés à partir de la date des acquisitions respectives. L'actif net lié à ces acquisitions est inclus dans le secteur Formation et services associés – Civil.

NOTE 3 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Les bilans consolidés ainsi que les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie de la Société tiennent compte, sur la base d'une consolidation proportionnelle, de l'incidence de ses participations dans des coentreprises, soit celles de 49 % dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited, de 50 % dans Helicopter Training Media International GmbH, de 25 % dans Helicopter Flight Training Services GmbH, de 50 % dans le centre Emirates-CAE Flight Training, de 49 % dans Embraer CAE Training Services LLC, de 50 % dans HATSOFF Helicopter Training Private Limited, de 51 % dans National Flying Training Institute Private Limited, de 50 % dans le centre de formation CAE de Bangalore, de 50 % dans Rotorsim S.r.l. (depuis l'exercice 2010), de 49 % dans Embraer CAE Training Services (R.-U.) Limited (depuis l'exercice 2010) et de 47 % dans China Southern West Australia Flying College (à compter de l'exercice 2011).

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

L'incidence des coentreprises sur les états financiers consolidés de la Société s'établit comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 30 juin 2010	Au 31 mars 2010
Actif		
Actif à court terme	52,1 \$	54,0 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs à long terme	261,4	238,6
Passif		
Passif à court terme	35,0	33,4
Dette à long terme (y compris la partie à court terme)	115,8	117,2
Gains reportés et autres passifs à long terme	8,0	7,3

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Trimestres terminés les 30 juin</i> <i>(en millions)</i>	2010	2009
Résultats		
Revenus	19,8 \$	21,5 \$
Bénéfice net	4,8	4,2
Résultat d'exploitation sectoriel		
Produits de simulation – Militaire	0,6	1,5
Formation et services associés – Civil	3,5	3,8
Formation et services associés – Militaire	2,7	0,1

Flux de trésorerie liés aux :

Activités d'exploitation	1,1 \$	(3,4) \$
Activités d'investissement	(9,0)	(9,4)
Activités de financement	(3,5)	(1,0)

NOTE 4 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont comptabilisés déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 30 juin 2010	Au 31 mars 2010
Comptes clients en souffrance		
1-30 jours	31,0 \$	18,2 \$
31-60 jours	17,1	11,8
61-90 jours	12,0	9,3
Plus de 90 jours	21,3	16,8
Total	81,4 \$	56,1 \$
Provision pour créances douteuses	(7,0)	(5,6)
Comptes clients courants	103,3	84,9
Comptes débiteurs non facturés	31,7	31,7
Actifs dérivés	15,6	27,9
Autres comptes débiteurs	35,9	42,5
Total des comptes débiteurs	260,9 \$	237,5 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Trimestres terminés les 30 juin</i> <i>(en millions)</i>	2010	2009
Provision pour créances douteuses au début de la période	(5,6) \$	(8,2) \$
Ajouts	(1,7)	(1,2)
Radiations	0,4	2,1
Écart de change	(0,1)	0,4
Provision pour créances douteuses à la fin de la période	(7,0) \$	(6,9) \$

NOTE 5 – STOCKS

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 30 juin 2010	Au 31 mars 2010
Travaux en cours	97,1 \$	87,8 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	39,6	39,1
	136,7 \$	126,9 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Trimestres terminés les 30 juin</i> <i>(en millions)</i>	2010	2009
Travaux en cours	24,0 \$	17,4 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	5,5	6,8
	29,5 \$	24,2 \$

NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET MONTANT NET DES INTÉRÊTS DÉBITEURS**Refinancement de la facilité de crédit**

Au cours du trimestre, la Société a refinancé sa facilité de crédit existante qui devait venir à échéance en juillet 2010. L'entente de trois ans porte sur une facilité de crédit renouvelable consentie de 450,0 millions \$US avec la possibilité de porter le montant total à 650,0 millions \$US, qui viendra à échéance en avril 2013. La facilité est assortie de clauses qui exigent un ratio de couverture des charges fixes minimal et un ratio de couverture de la dette maximal. Le taux d'intérêt applicable de cette facilité de crédit à terme renouvelable est au gré de la Société, selon le taux préférentiel, le taux des acceptations bancaires ou le TIOL majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit attribuée par les services de notation de Standard & Poor's. Au 30 juin 2010, il n'y avait eu aucun prélèvement.

Intérêts débiteurs, montant net

Les intérêts débiteurs (créditeurs) s'établissent comme suit :

(Chiffres non vérifiés)

Trimestres terminés les 30 juin

(en millions)

	2010	2009
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	7,1 \$	7,1 \$
Amortissement des frais de financement reportés et autres	0,7	0,8
Intérêts capitalisés	(1,0)	(1,2)
Intérêts sur la dette à long terme	6,8 \$	6,7 \$
Intérêts créditeurs	(1,0) \$	(0,6) \$
Autres intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	1,1	0,5
Intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	0,1 \$	(0,1) \$
Intérêts débiteurs, montant net	6,9 \$	6,6 \$

NOTE 7 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET LES RÉSULTATS

(Chiffres non vérifiés)

Trimestres terminés les 30 juin

(en millions)

	2010	2009
<i>Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :</i>		
Comptes débiteurs	(22,7) \$	34,6 \$
Contrats en cours	(9,9)	(26,5)
Stocks	0,4	(2,7)
Charges payées d'avance	(1,6)	0,9
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	(3,8)	(2,4)
Comptes créditeurs et charges à payer	(68,0)	(72,7)
Acomptes sur contrats	(5,3)	0,8
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(110,9) \$	(68,0) \$
<i>Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie :</i>		
Intérêts payés	11,3 \$	8,4 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouverts)	3,3	5,2
<i>Renseignements supplémentaires sur l'état des résultats :</i>		
Gain (perte) de change	3,7 \$	(1,2) \$

NOTE 8 – AIDE GOUVERNEMENTALE**Projets Phœnix, Falcon et Nouveaux marchés principaux**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Phœnix, Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

(Chiffres non vérifiés)

Trimestre terminé le 30 juin

(en millions)

	2010
Montant à recevoir au début de la période	14,7 \$
Contributions	10,1
Paiements reçus	(13,2)
Montant à recevoir à la fin de la période	11,6 \$

Données globales sur les programmes

Le tableau suivant fournit de l'information sur les contributions comptabilisées et les frais liés aux redevances constatés pour tous les programmes :

(Chiffres non vérifiés)

Trimestres terminés les 30 juin

(en millions)

	2010	2009
Contributions créditées aux dépenses capitalisées		
Projet Phœnix	– \$	1,5 \$
Projet Falcon	1,1	0,8
Projet Nouveaux marchés principaux	2,6	–
Contributions créditées aux résultats		
Projet Phœnix	–	12,5
Projet Falcon	6,4	2,1
Projet Nouveaux marchés principaux	–	–
Total des contributions		
Projet Phœnix	– \$	14,0 \$
Projet Falcon	7,5	2,9
Projet Nouveaux marchés principaux	2,6	–
Frais liés aux redevances	1,2 \$	2,8 \$

NOTE 9 – AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût total des prestations constituées se compose des éléments suivants :

(Chiffres non vérifiés)

Trimestres terminés les 30 juin

(en millions)

	2010	2009
Coût des services rendus au cours de la période	2,1 \$	1,9 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	3,9	3,8
Rendement prévu de l'actif des régimes	(3,3)	(2,7)
Amortissement de la perte actuarielle nette	0,5	0,3
Amortissement du coût des services passés	0,1	0,1
Charge de retraite nette	3,3 \$	3,4 \$

NOTE 10 – SECTEURS D'EXPLOITATION ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées (désigné « résultat d'exploitation sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur d'exploitation sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les opérations entre secteurs d'exploitation consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur Produits de simulation – Civil au secteur Formation et services associés – Civil, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs d'exploitation et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et mesurée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Trimestres terminés les 30 juin</i> <i>(en millions)</i>	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Civil						
Revenus externes	66,9 \$	83,1 \$	117,6 \$	114,7 \$	184,5 \$	197,8 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	8,2	16,7	22,2	20,8	30,4	37,5
Amortissements						
Immobilisations corporelles	1,2	1,1	13,0	15,0	14,2	16,1
Actifs incorporels et autres actifs	0,3	0,4	3,0	1,9	3,3	2,3
Dépenses en immobilisations	1,4	1,3	11,5	23,7	12,9	25,0
Militaire						
Revenus externes	115,8 \$	118,5 \$	66,4 \$	66,7 \$	182,2 \$	185,2 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	18,0	22,2	13,8	12,6	31,8	34,8
Amortissements						
Immobilisations corporelles	1,5	1,5	2,3	1,7	3,8	3,2
Actifs incorporels et autres actifs	1,0	1,1	0,6	0,6	1,6	1,7
Dépenses en immobilisations	1,8	1,5	7,6	5,5	9,4	7,0
Total						
Revenus externes	182,7 \$	201,6 \$	184,0 \$	181,4 \$	366,7 \$	383,0 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	26,2	38,9	36,0	33,4	62,2	72,3
Amortissements						
Immobilisations corporelles	2,7	2,6	15,3	16,7	18,0	19,3
Actifs incorporels et autres actifs	1,3	1,5	3,6	2,5	4,9	4,0
Dépenses en immobilisations	3,2	2,8	19,1	29,2	22,3	32,0

Bénéfice avant intérêts et impôts

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le résultat d'exploitation sectoriel total et le bénéfice avant intérêts et impôts :

(Chiffres non vérifiés)

Trimestres terminés les 30 juin

(en millions)

	2010	2009
Résultat d'exploitation sectoriel total	62,2 \$	72,3 \$
Charge de restructuration	–	(27,2)
Bénéfice avant intérêts et impôts	62,2 \$	45,1 \$

Actif utilisé par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les charges payées d'avance, les immobilisations corporelles, l'écart d'acquisition, les actifs incorporels et les autres actifs, à l'exception de la trésorerie, des impôts sur les bénéfices et des actifs de certaines filiales inactives.

(Chiffres non vérifiés)

(en millions)

	Au 30 juin 2010	Au 31 mars 2010
Produits de simulation – Civil	245,5 \$	236,6 \$
Produits de simulation – Militaire	434,0	424,5
Formation et services associés – Civil	1 208,3	1 150,3
Formation et services associés – Militaire	324,4	300,1
Total de l'actif utilisé	2 212,2 \$	2 111,5 \$
Actif non inclus dans l'actif utilisé	415,7 \$	510,4 \$
Total de l'actif	2 627,9 \$	2 621,9 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services dans plus de 20 pays. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients.

(Chiffres non vérifiés)

Trimestres terminés les 30 juin

(en millions)

	2010	2009
Revenus tirés de clients externes		
Canada	45,0 \$	31,2 \$
États-Unis	108,5	117,9
Royaume-Uni	38,1	43,6
Allemagne	30,3	39,3
Pays-Bas	15,0	15,7
Autres pays d'Europe	36,7	45,4
Chine	14,7	13,9
Émirats arabes unis	17,7	28,2
Autres pays d'Asie	32,8	22,4
Australie	16,1	13,2
Autres pays	11,8	12,2
	366,7 \$	383,0 \$

(Chiffres non vérifiés)

(en millions)

	Au 30 juin 2010	Au 31 mars 2010
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition et actifs incorporels		
Canada	285,8 \$	268,7 \$
États-Unis	358,4	355,1
Amérique du Sud	58,8	55,8
Royaume-Uni	182,7	156,2
Espagne	79,5	85,4
Allemagne	67,6	72,5
Belgique	67,8	72,1
Pays-Bas	89,5	96,7
Autres pays d'Europe	67,8	71,0
Émirats arabes unis	77,2	68,4
Autres pays d'Asie	131,0	119,2
Autres pays	20,8	13,4
	1 486,9 \$	1 434,5 \$



cae.com